

ANNO
1713.

sont contenus & déclarés, avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces présentes, signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy, & parole de Roi, sous l'obligation, & Hypothèque de tous, & un chacun nos biens présents, & avenir, garder, observer inviolablement, sans aller jamais, ni venir au contraire directement, ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. Donné à Versailles le 18. Avril l'an de grace 1713., & de notre Regne le soixante-dixième.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et Scellé en queue.

Ratification de Son Altesse Royale.

VICTOR AME' II., par la grace de Dieu, Duc de Savoye, & Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Chypre &c. à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT. Ayant vu le Traité de Paix que le Comte Maffei de la Religion des Saints Maurice, & Lazare, notre premier Ecyer, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans nos Armées, & notre Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique, le Marquis du Bourg Gentilhomme de notre Chambre, Chevalier Grand Croix de la dite Religion des Saints Maurice, & Lazare, & notre Envoyé Extraordinaire auprès de LL. HH. PP. Messieurs les Etats Généraux, & notre Conseiller d'Etat Mellaredé, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, en vertu du Plein-pouvoir que nous leur en avons donné; ont conclu, arrêté, & signé le 11. de ce mois dans ladite Ville d'Utrecht avec Monsieur le Marquis d'Huxelles Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Monsieur Mefnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sadite Majesté au fufdit Congrès d'Utrecht, munis pareillement du Plein-pouvoir nécessaire, duquel Traité fuit la teneur.

Fiat Inscriptio.

Nous ayant agréable le fufdit Traité en tous, & un chacun des Points qui y sont contenus & déclarés, avons icelui accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy, & parole de Prince garder, & observer inviolablement, sans aller, ni venir au contraire directement, ou indirectement, ni permettre, qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, & manière que ce soit. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, icelles fait contresigner par le Marquis de St. Thomas notre Ministre, & premier Secrétaire d'Etat, & y fait apposer le Scel de nos armes: Données à Turin le 25. Avril 1713.

Signé,

V. AMEDE'E.

Contresigné de

ST. THOMAS.

Et Scellé en queue.

CLVI.

11. Avril. Traité de Paix & d'Amitié entre LOUIS XIV.
Roi de France, & les Seigneurs Etats Gene-

raux des PROVINCES - UNIES des Pais-bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Espagne demeureront à jamais séparées sans pouvoir estre unies en une même personne; Que ledit Roi T. C. remettra auxdits Etats Generaux tous les Pais-bas appelés Espagnols pour les rendre à la Maison d'AUTRICHE, nonobstant les Pretentions que pourroit y avoir l'Electeur de Baviere, lequel sera obligé d'y renoncer, le Roi T. C. y cede aussi la Ville de Tournai avec quelques autres Places & Lieux: Leurs Hautes Puissances lui rendent Lille, le Roi de PRUSSE garde la Ville de Gueldres, avec certains Bailliages; & quelques autres Stipulations suivent celles-là, à l'égard de l'Etat de la Religion dans l'Empire, & de la Forteresse de Rhynfelds. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. S'ensuivent divers ARTICLES SEPARÉS, ou Declarations, avec les Plein-pouvoirs, & Ratifications de part & d'autre. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 1. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

A tous présens & à venir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux en conservant un ardent désir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très-Puissant Prince LOUIS XIV., par la Grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France & de Navarre; Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant d'ailleurs en vue que de la rendre solide & perpétuelle par l'équité de ses conditions; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces - Unies des Pais-bas, souhaitant de concourir de bonne foy, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la tranquillité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti que la Ville d'Utrecht fut choisie pour y traiter de Paix, & que pour y parvenir Sa Majesté Très-Chrétienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de ses Ordres, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas Mefnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; & les Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, & Burgrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Duffen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Hemrades de Schieland, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renfoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Gossinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Iuhuyfen & de Kniphuyfen, Seigneur de Wreedewold, & Député dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelanden. Lesquels après le cours d'une longue Négociation, dans laquelle les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la très-Haute, très-Puissante & très-Excellente Princesse, la Reyne de la Grande-Bretagne, n'ont point cessé d'employer leurs soins infatigables pour l'amener au point d'une conclusion de Paix générale, suivant le désir que cette Princesse a toujours eu de procurer le rétablissement de la tranquillité de l'Europe, sont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'ensuit, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'assistance Divine & s'être communiqué respectivement.

ANNO 1713. tivement leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & les Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-bas d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cessant ensuite & seront délaissés tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

II. Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui étant nés Sujets de la France, & engagés au service du Roy Très-Chrétien par les Emplois & biens qu'ils possédoient dans l'étendue de la France, sont entrés & demeurés au service des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ou par ceux qui étant nés Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux, ou engagés à leur service par les emplois & biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurés au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, & les susdites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis dans la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignités, Privilèges, Franchises, Droits, exemptions, Constitutions & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés ny inquiétés en général, ny en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la dite Guerre, & en conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle manière que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent, dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincère, ferme & perpétuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont reçus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Généraux procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems; & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Négotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincérité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant

toutes incorporations au Fisc, engagements, dons en faits, Sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, Traités, Accords & Transactions, quelques Renonciations qui aient été mises es dites Transactions pour exclusion de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns Biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers Propriétaires, leurs Hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impêtrer pour ce consentement particulier; & ensuite les Propriétaires des rentes qui de la part des Fiefs seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge des Fiefs respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VII. En contemplation de cette Paix, Sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout ce que Sa Majesté Très-Chrétienne, ou le Prince, ou les Princes ses Alliez, possèdent encore des Pais-bas communément appelez Espagnols, tels que feu le Roy Catholique Charles II. les a possédés, ou dû posséder conformément au Traité de Ryfwick, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne, ni le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en réservent aucuns Droits, ou prétentions directement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Pais-bas Espagnols pour en jouir désormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de succession de ladite Maison, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec Elle, de manière dont lesdits Pais-bas Espagnols leur serviront de Barrière & de sûreté.

Bien entendu que du haut Quartier de Gueldre, le Seigneur Roy de Prusse retiendra tout ce qu'il y possède & occupe actuellement; savoir la Ville de Gueldre, la Préfecture, le Bailliage, & le Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbeek, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Racy & kleyn Kavelaer, avec toutes leurs appartenances & dépendances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roy de Prusse, l'Ammanie de Kriekenbeck, avec tout ce qui y appartient & le Pais de Kessel, pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district, sans en rien excepter, si ce n'est Erklens, avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, Prérrogatives, revenus & avantages de quelque nom qu'ils puissent être appelez, en la même qualité & de la même manière, que la Maison d'Autriche, & particulièrement le feu Roy d'Espagne les a possédés, toutefois avec les charges & Hypothèques, & en conséquence les Etats Généraux retireront leurs Troupes des endroits cy-dessus nommez, où il y en pourroit avoir, & déchargeront du serment de fidélité les Officiers tant civils, que des Comptoirs des Péages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera réservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celui de Limbourg, une terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins & de ses Héritiers.

VIII. En conséquence de cela, Sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux, en faveur comme cy-dessus, immédiatement après la Paix & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse du Luxembourg avec le Comté de Chiny; le Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroy & de Nieuport avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Pais-bas Espagnols, définis comme cy-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à présent; avec les Fortifications, sans en rien changer, qui s'y trouvent actuellement, & avec

ANNO 1713.

ANNO
1713.

tous les Papiers, Lettres, Documents & Archives, qui concernent lesdits Pais-bas, ou quelque partie d'iceux.

IX. Et comme Sa Majesté Catholique a cédé & transporté en pleine Souveraineté & propriété sans aucune réserve ni retour, à Son Altesse Electorale de Bavière lesdits Pais-bas Espagnols, Sa Majesté Très-Chrétienne promet & s'engage de faire donner un Acte de Sadite Altesse Electorale dans la meilleure forme, par lequel, Elle, tant pour Elle-même, que pour les Princes ses Hoirs, & Successeurs nez & à naître, cede & transporte aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout le Droit que son Altesse Electorale peut avoir, ou prétendre sur lesdits Pais-bas Espagnols, soit en tout, ou en partie, tant en vertu de la cession de Sa Majesté Catholique, qu'en vertu de quelque autre Acte, Titre, ou prétention que ce puisse être, & par lequel Acte Sadite Altesse Electorale reconnoisse la Maison d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes desdits Pais-bas, sans aucune restriction, ou réserve, & décharge & dispense absolument tous & un chacun des Sujets desdits Pais-bas, qui lui ont presté serment de fidélité, ou fait hommage; lequel Acte de cession de son Altesse Electorale sera remis comme l'on en est convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne le même jour que les Ratifications du présent Traité doivent être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Bavière retiendra la Souveraineté & les revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens (sauf le paiement des rentes constituées & hypothéquées sur lesdits revenus) jusqu'à ce que son Altesse Electorale ait été rétablie dans tous les Etats qu'Elle possédoit dans l'Empire avant la Guerre présente, à l'exception du haut Palatinat, & qu'Elle aura été mise dans le rang de neuvième Electeur, & en possession du Royaume de Sardaigne, du titre de Roy; comme aussi son Altesse Electorale & pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des susdits Pais, pourra tenir ses Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, lesquelles Troupes n'excéderont pas le nombre de sept mille Hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Etats Généraux, ou de leurs Alliez, excepté celles que lesdits Etats Généraux enverront pour les Garnisons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ne pourront passer, loger, ny séjourner dans les dépendances des Pais, dont son Altesse Electorale doit garder la Souveraineté, comme il est dit cy-dessus; il sera cependant permis aux Etats Généraux de faire voiturier, sans aucun empêchement ni opposition quelconque, toutes sortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront nécessaire. On est aussi convenu que l'Electeur de Bavière conservera la Souveraineté & les revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ses prétentions à l'égard du Traité d'Ilmersheim; & l'on est convenu que ce dédommagement sera réglé par les Arbitres, dont on conviendra & du nombre desquels la Reyne de la Grande-Bretagne a consenti d'être. Et ce règlement se fera par lesdits Arbitres le plutôt qu'il sera possible. Sa Majesté Très-Chrétienne fera fortir l'Acte de cession de Son Altesse Electorale son plein & entier effect; & pour encore plus de sûreté, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire en sorte, que Sa Majesté Catholique approuvera autant que de besoin, ladite cession de Altesse son Electorale dans son Traité, tant avec Sa Majesté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Généraux.

X. Et pendant quoyque l'Electeur de Bavière demeure en possession de la Souveraineté, & des revenus de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, comme il est dit cy-dessus; On est convenu que Sa Majesté Très-Chrétienne retirera toutes ses Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de toutes leurs dépendances, immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, qu'Elle fera en sorte que Sadite Altesse Electorale en retirera aussi en même tems toutes les siennes (excepté des dépendances du Duché de Lu-

xembourg) & celles qu'il pourroit y avoir de l'Electeur de Cologne son Frère, sans aucune exception, & que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Chateau de Namur, comme aussi la Ville de Charleroy, seront cependant gardés par les Troupes des Seigneurs Etats Généraux, lesquelles y entrentont immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications. On est convenu aussi que les Troupes desdits Seigneurs Etats y seront logées & traitées conformément au règlement fait sur ce sujet après la Paix de Ryfwick avec Sadite Altesse Electorale alors Gouverneur Général desdits Pais-bas, comme aussi que la Ville & Duché de Luxembourg, la Ville & Comté de Namur, & la Ville de Charleroy, & leurs dépendances, contribueront leur quote part d'un million de florins monnoye de Hollande, qui doit être assigné par an auxdits Seigneurs Etats Généraux sur les meilleurs, & les plus clairs revenus desdits Pais-bas Espagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrières; les Etats Généraux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune manière l'Electeur de Bavière dans la possession de la Souveraineté, & des revenus desdites Villes & Pais pour tout le tems qu'il en doit jouir.

XI. Sa Majesté Très-Chrétienne cede aux Seigneurs Etats Généraux, tant pour Elle même que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nez & à naître, & ce en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de Menin avec toutes ses Fortifications, & avec sa Verge, sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournaisis, sans se rien réserver de son Droit là-dessus, ni sur aucune de ses dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens; mais cede absolument ces Villes & Places avec tous leurs territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que Sa Majesté Très-Chrétienne les a possédés avant cette Guerre, excepté que St. Amaut avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, reviendront & demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne; à condition néanmoins qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucunes Fortifications, ni Ecluses de quelque nature qu'elles puissent être; On est aussi convenu que le Prince d'Epinoy rentrera en possession de la Terre d'Antoing en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses Droits ou prétentions sur ladite Terre devant les Juges compétens. Les Seigneurs Etats Généraux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, que Sa Majesté Très-Chrétienne leur cede par cet Article, à la Maison d'Autriche, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenu avec ladite Maison, laquelle en jouira alors irrévocablement & à toujours.

XII. Sa Majesté Très-Chrétienne tant pour Elle même que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs nez, & à naître, cede aussi en faveur de la Maison d'Autriche tout le Droit qu'elle a sur Furnes, Furner Ambagt, y compris les huit Paroisses & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs dépendances, Ypres avec sa Chastellenie, (Rousselaer y compris) & avec les autres dépendances, qui seront déformais Poperingue, Warneeton, Commines, Warwich, ces trois dernières Places pour autant qu'elles sont situées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy-dessus exprimez, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne se réserve aucun Droit sur lesdites Villes, Places, Forts, & Pais, ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes ou enclavemens. Aussi fera Sa Majesté Très-Chrétienne immédiatement après la Paix, & au plutôt en quinze jours après l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Généraux toutes lesdites Villes, Places, Forts, & Pais avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, sans en rien excepter, le tout de la même manière que Sa Majesté Très-Chrétienne les possède maintenant avec les Fortifications, comme elles sont, sans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documents, qui concernent lesdites Villes, Places, Forts, leurs dépendances, appartenances, & enclavemens, afin que lesdits Seigneurs

ANNO
1713.

ANNO
1713.

guez Etats puissent rendre toutes ces Villes, Places, Ports & Païs, avec toutes leurs appartenances, annexes, & enclavemens, à la Maison d'Autriche, aussi-tôt qu'ils en seront convenu avec Elle, laquelle en jouira irrévocablement, & à toujours.

XIII. La Navigation de la Lis, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, sera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni imposition.

XIV. On est aussi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place desdits Païs-bas Espagnols, ny de ceux qui sont cedez par Sa Majesté Très-Chrétienne, soient jamais cedez, transportez, ni donnez, ni puissent échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princesse de la Maison ou Ligne de France, soit en vertu de quelque don, vente, échange, convention Matrimoniale, succession par Testament, ou ab intestat, ou sous quelqu'autre titre que ce puisse être, ni être mis, de quelque manière que ce soit, au pouvoir, ni sous l'autorité du Roy Très-Chrétien, ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France.

XV. Lesdits Seigneurs Etats Généraux remettront à Sa Majesté Très-Chrétienne la Ville & Citadelle de Lille avec toute Sa Châtellenie sans aucune exception, Orchies, le Païs de Lalen & le Bourg de la Gourgue, les Villes & Places d'Aire, Bethune & St. Venant avec le Fort François, leurs Bailliages, Gouvernances, appartenances, dépendances, enclavemens, & annexes, le tout ainsi qu'il a été possédé par le Roy Très-Chrétien avant la présente guerre; lesquelles Villes, Places & Forts, seront évacuez immédiatement après la Paix, & au plus tard en quinze-jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles se trouvent à présent, sans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documents, Archives, & particulièrement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit eu quelques-uns de détournés, on les rapportera de bonne foy; bien entendu que lesdits Seigneurs Etats Généraux ne seront point tenus à aucun dédommagement pour ce dont le Roy Très-Chrétien pourroit déjà être en possession desdits Païs, ni à faire réparer ce qui se trouvera avoir été détruit par la guerre. On est aussi convenu que le Prince d'Epinoi rentrera en possession des Terres de Cisoing & de Roubaix, & autres biens situés dans lesdits Païs de Lille en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses Droits ou prétentions sur lesdites Terres & Biens devant des Juges compétans.

XVI. Quant à la restitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre de part & d'autre, on est convenu que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, la Ville de Charleroy & celle de Nienport, & généralement toutes Places, Forts, & Postes possédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou ses Alliez, les Electeurs de Cologne & de Baviere, seront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre qui y étoient au tems du décès du feu Roy Catholique Charles II., suivant les Inventaires qui en seront fournis; que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune & St. Venant, seront rendues avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui y ont esté au tems de la prise, suivant les Inventaires qui en seront délivrez de part & d'autre; bien entendu, qu'à l'égard des pièces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les sièges, ont été transportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Généraux les feront remplacer par un pareil nombre de mesme calibre. Que la Ville d'Ypres sera remise avec cinquante pieces de Canon de fonte de toutes sortes de calibre & avec la moitié des Munitions de guerre qui s'y trouvent présentement, & finalement que la Ville de Furnes sera remise avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre, qui s'y sont trouvez au commencement de l'année courante, suivant les Inventaires qui en seront délivrez de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne.

XVII. Les Troupes de part & d'autre se retireront aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, sur les Terres & Païs de leurs propres Souverains, & dans les Places & Lieux qui leur doivent réciproquement demeurer & appartenir suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque

TOM. VIII. PART. I.

prétexte que ce soit, dans le Païs de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui lui doivent pareillement cy-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt après la signature de ce mesme Traité cessation d'armes & d'hostilités, non pas seulement en tous endroits de la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il est dit cy-dessus, mais aussi de part & d'autre dans les Païs-bas entre les Païs, Sujets & Troupes de quelque Puissance que ce soit.

XVIII. Il a été aussi accordé que la perception des Aides, Subsidés, & autres Droits, dont le Roy Très-Chrétien & les Seigneurs Etats sont en possession, sur tous les Païs qui viennent d'être cedez de part & d'autre, sera continuée jusqu'au jour de l'échange des Ratifications, & que ce qui en restera dû, lors du dit échange des Ratifications, sera payé de bonne foy à celui, ou ceux, qui y auront droit, comme aussi que dans le mesme tems les Propriétaires des Bois confisqués dans les dépendances des Places, qui doivent être remises de part & d'autre, rentreront en la possession de leurs biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu: Bien entendu que du jour de la signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XIX. Il y aura de part & d'autre un oubly & une amnistie perpétuelle de tous les torts, injures & offenses, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque manière que ce soit, pendant le cours de la présente Guerre; par les Sujets des Païs-bas Espagnols, & des Places & Païs cedez ou restitués par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou par les Seigneurs Etats Généraux, sans qu'ils puissent être exposez à quelque recherche que ce soit, & l'on est convenu que tout le contenu en l'Article second du présent Traité est rappelé pour être aussi executé entre les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Païs-bas Espagnols, & Païs cedez, ou restitués, de la manière qu'il le sera entre lesdits Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux des Seigneurs Etats Généraux.

XX. Par le moyen de cette Paix les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Païs-bas Espagnols & des Places cedées par Sa Majesté Très-Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, usages & coutumes des Païs, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier ensemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliéner, & autrement disposer des biens, effets, meubles & immeubles, qu'ils ont, ou auront, situés respectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente, ou achat, ils aient besoin de part ni d'autre de permission autre que le présent Traité, il sera aussi permis aux Sujets des Places & Païs cedez ou restitués par le Roy Très-Chrétien, & par les Seigneurs Etats Généraux, comme aussi à tous les Sujets desdits Païs-bas Espagnols de sortir desdites Places & Païs-bas Espagnols, pour aller demeurer où bon leur semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de disposer autrement de leurs effets, biens meubles & immeubles, avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchez directement ou indirectement.

XXI. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautés, Universitez & Colleges, seront rétablis, tant en la jouissance des Honneurs, Dignitez & Bénéfices, dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens meubles, & immeubles, rentes faïses, ou occupées à l'occasion de la présente Guerre, ensemble leurs Droits, actions & successions, à eux survenus, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander des fruits & revenus perçus & échus pendant le cours de la présente Guerre jusqu'au jour de la publication du présent Traité, lesquels rétablissements se feront réciproquement; nonobstant toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Sentences données par contumace, les Parties non ouïes, qui seront nulles & de nul effet, avec une liberté entière auxdites Parties de revenir dans les Païs d'où elles se sont retirées, pour & à cause de la Guerre, pour jouir de leurs biens & rentes, en Personne, ou par Procureur, conformément aux Loix & Coutumes des Païs & Etats. Dans lesquels ré-

Aaa

tablif

ANNO
1713.

ANNO
1713.

tabliffemens font auffi compris ceux, qui dans la dernière guerre, ou à son occasion, auront suivy le party contraire; néanmoins les Arrêts. & Jugemens rendus dans les Parlements, Conſils & autres Cours ſupérieures ou inférieures, & auxquels il n'aura pas été expreſſement dérogé par le préſent Traité, auront lieu & forſont leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu deſdits Arrêts & Jugemens ſe trouveront en poſſeſſion de Terres, Seigneuries & autres Biens, y ſeront maintenus, ſans préjudice toutefois aux Parties, qui ſe croiront lésées par leſdits Jugemens & Arrêts, de ſe pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges compétens.

XXII. A l'égard des rentes affectées ſur la Généralité de quelques Provinces des Pais-bas, dont une partie ſe trouvera poſſédée par Sa Maſteſté Très-Chrétienne, & l'autre par leſdits Seigneurs Eſtats Généraux, ou par la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Pais-bas Eſpagnols doivent appartenir; il a été convenu & accordé que chacun payera ſa quote part, & ſeront nommez des Commiſſaires pour régler la portion qui ſe payera de part & d'autre.

XXIII. Dans leſdits Pais, Villes & Places cedez par le préſent Traité, les Bénéfices accordez & légitimement conféz à des Perſonnes capables, pendant le cours de la préſente Guerre, ſeront laiſſez à ceux qui les poſſèdent à préſent, & généralement toutes choſes, qui concernent la Religion Catholique Romaine & ſon exercice, y ſeront laiſſées & conſervées de la part deſdits Seigneurs Eſtats Généraux, & de la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Pais-bas doivent appartenir, dans l'eſtat où elles ſont, ou qu'elles étoient avant la préſente Guerre, ceſſion, ou évacuation, tant à l'égard des Magiſtrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le paſſé, qu'à l'égard des Evêſques, Chapitres, Monâſtères, l'Ordre de Malte (pour les biens de cet Ordre ſituez dans les Pais-bas Eſpagnols, & dans les Pais-bas Eſpagnols; & dans les Pais cedez & reſtituez de part & d'autre par le préſent Traité) & autres, & généralement à l'égard de tout le Clergé, qui ſeront tous mainenus & reſtituez dans toutes leurs Eglises, Libertez, Franchiſes, Immunitéz, Droits, Prérôgatives & honneurs, ainſi qu'ils l'ont été ſous les Souverains Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvus de quelques biens Eccléſiaſtiques, Commanderies, Canonicats, Perſonnats, Prevôſtez, & autres Bénéfices quelconques, y demeurent, ſans en pouvoir être depoſſez, & jouiront des biens & revenus en provenans, & les pourront adminiſtrer & percevoir, comme auparavant; comme auffi les Penſionnaires jouiront, comme par le paſſé, de leurs penſions assignées ſur les Bénéfices, ſoit qu'elles ſoient créées en Cour de Rome, ou par les Brevets de leurs Maſteſtés Très-Chrétienne & Catholique avant le commencement de la préſente Guerre, ſans qu'ils en puiſſent être fruſtrez pour quelque cauſe ou prétexte que ce ſoit.

XXIV. Quant à l'exercice de la Religion Proteſtante par les Troupes que les Eſtats Généraux auront dans les Places deſdits Pais-bas Eſpagnols, & dans celles cedées par le Roi Très-Chrétien, il ſ'y fera conformément au Règlement fait avec l'Electeur de Baviere, Gouverneur des Pais-bas Eſpagnols, ſous le regne du Roi Charles II.

XXV. On eſt de plus convenu que les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Pais, que Sa Maſteſté Très-Chrétienne cede par le préſent Traité, ſeront conſervez & maintenus dans la libre jouiſſance de tous leurs Privilèges, Prérôgatives, Coſtumes, Exemptions, Droits, Ocrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires avec les mêmes honneurs, rangs, gages, émolumens & exemptions, ainſi qu'ils en ont joui ſous la Domination de Sa Maſteſté Très-Chrétienne, & tout ce qui eſt porté dans le préſent Article aura auffi lieu pour les Villes & Places reſtituées à Sa Maſteſté Très-Chrétienne par les Seigneurs Eſtats Généraux, pourvu qu'il ne ſ'y ſoit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

XXVI. On eſt convenu que les Garniſons, qui ſe trouvent ou ſe trouveront cy-après de la part des Seigneurs Eſtats dans la Ville, Châteaud & Forts

de Huy, comme auffi dans la Citadelle de Liège, y reſteront aux dépens deſdits Seigneurs Eſtats, & que Sa Maſteſté fera en ſorte que l'Electeur de Cologne en qualité d'Evêſque & Prince de Liège y conſente; Et Sa Maſteſté fera auffi en ſorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bonn ſoient rafées trois mois après le rétabliffement dudit Electeur.

XXVII. Tous Priſonniers de guerre ſeront délivrez de part & d'autre ſans diſtinction ou reſerve, & ſans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées ou faites de part & d'autre ſeront payées, celles des François de par Sa Maſteſté Très-Chrétienne & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Eſtats, reſpectivement, dans le terme de trois mois après l'échange deſdites Ratifications, à quelle fin ſeront nommez, immédiatement après cet échange, des Commiſſaires de part & d'autre, qui ſeront la Liſte de ces dettes, les liquideront & ſeront donner caution valable pour l'aſſurance du payement qui ſera dû, & qu'il ſe fera dans ledit terme.

XXVIII. La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre ſera continuée pour tout ce qui reſtera dû, juſques au jour de l'échange des Ratifications du préſent Traité, & les arrérages, qui reſteront dûs lors de l'échange des Ratifications ſeront payées dans l'eſpace de trois mois après le terme fuſdit; Et aucune execution ne ſe pourra faire pour raiſon de ce, pendant ledit tems, contre les Châſtelénies, Bailliages, Communautés & autres redevables, pourvu qu'elles ayent donné bonne & valable caution reſtante dans une Ville de la domination de Sa Maſteſté Très-Chrétienne, ou des Seigneurs Eſtats, à qui leſdites contributions ſeront dûes. La même ſtipulation aura lieu à l'égard des contributions demandées de la part de Sa Maſteſté Très-Chrétienne & accordées par les Pais-bas Eſpagnols.

XXIX. Pour affermir d'autant plus & faire ſubſiſter ce Traité, on eſt de plus convenu entre Sa Maſteſté & les Seigneurs Eſtats Généraux, qu'étant ſatisfait à ce Traité, il ſe fera, comme ſe fait par celui-cy, une Rénociation tant générale que particulière ſur toutes ſortes de prétentions tant du tems paſſé, que du préſent, quelles qu'elles puiſſent être, que l'un parti pourroit tenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit ſuiſciter, & faire parvenir à de nouvelles diſſenſions.

XXX. Les voyes de la Juſtice ordinaire ſeront ouvertes, & le cours en ſera libre réciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, actions & prétentions ſuivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres ſans diſtinction toute la ſatisfaction, qui leur pourra légitimement appartenir; & ſ'il y a eu des Lettres de repréſailles accordées de part ou d'autre, ſoit devant ou après la déclaration de la dernière Guerre, elles demeureront revoquées & annullées, ſauf aux Parties, en faveur deſquelles elles auront été accordées, à ſe pourvoir par les voyes ordinaires de la Juſtice.

XXXI. Puisque l'on convient qu'il eſt abſolument néceſſaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Eſpagne ne puiſſent jamais être unies ſur la teſte d'un même Roy, & de pourvoir par ce moyen à la ſeureté & à la liberté de l'Europe; & que ſur les inſtances très-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du conſentement, tant du Roy Très-Chrétien, que du Roy Catholique, ont été trouvés les moyens d'empêcher cette union pour toujours par des renonciations faites dans les termes les plus forts & paſſées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la manière la plus ſolemnelle & par la déclaration des Cortes d'Eſpagne là-deſſus.

Et puis que par leſdites renonciations & déclarations, qui doivent toujours avoir la force de loy pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a été arreſté & pourvu, que ni le Roy Catholique lui-même, ni aucun de ſes Descendans, puiſſent à l'avenir prétendre à la Couronne, moins encore monter ſur le Troſne de France.

Et d'aurant que par des Renonciations réciproques de la part de la France & par des Conſtitutions ſur la ſucceſſion héréditaire à la Couronne de France qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Eſpagne ſont tellement ſeparées & diſſinées l'une d'avec l'autre, que (leſdites Renonciations, Trans-

ANNO
1713.

1713. NNO Transactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & étant observées de bonne foy; lesdites deux Couronnes ne pourront jamais être unies; C'est pourquoy le Roy Très-Chrétien & lesdits Seigneurs Etats se promettent & s'engagent mutuellement & de la manière la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait ni par Sa Majesté Très-Chrétienne, ses Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites Renonciations, Transactions & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet; mais au contraire Sa Majesté Très-Chrétienne & les Seigneurs Etats prendront toujours soin, & joindront leurs conseils & leurs forces, afin que lesdits fondemens du salut public demeurent toujours inébranlables & soient observés inviolablement.

XXXII. Le Roy Très-Chrétien consent aussi & promet qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour luy même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celui dont on a joui pendant le regne du feu Roy Charles II., ou qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long-tems que les Roys d'Espagne n'accordent pas d'autres avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisément & en tout de la même manière qu'ils se faisoient sous le regne & jusques à la mort dudit Roy Catholique Charles II.

Sa Majesté Très-Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis, comme toutes les autres Nations, aux anciennes Loix & Réglemens faits par les Roys Prédecesseurs de Sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

XXXIII. Les Seigneurs Etats Généraux considérant que pour leur seureté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquillité de l'Empire, le Roy Très-Chrétien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez tant à l'Ecclesiastique qu'au temporel.

XXXIV. Sa Majesté Très-Chrétienne consent aussi que dans le même Traité avec l'Empire, la Forteresse de Rhinfels & la Ville de St. Goar, avec tout ce qui en dépend, demeurent au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un équivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse-Rhinfels; à condition que la Religion Catholique Romaine, de la manière qu'elle s'y trouve établie, y soit exercée sans aucune alteration.

XXXV. Si par inadvertance ou autrement il survient quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance; mais on réparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques Particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XXXVI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, il a été accordé & convenu qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XXXVII. En ce présent Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur

TOM. VIII. PART. I.

Roy Très-Chrétien tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

Er de la part des Seigneurs Etats Généraux la Reine de la Grande-Bretagne & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, déclareront accepter la Paix, comme aussi les treize loiables Cantons des Lignes Suisses & leurs Alliez & Conféderez; & particulièrement en la meilleure forme & manière que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurich, Berne, Glaris, Bâle, Schaffhouse, & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Conféderez, nommément la République de Genève, la Ville & Comté de Neuchâtel, les Villes de St. Gal, Milhausen, & Bienne; item les Lignes Grises & dépendances; les Villes de Bremen & d'Embsen; & de plus tous Roys, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la réquisition, qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XXXVIII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris; comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoutumé de faire les publications, vérifications & enregistrements.

XXXIX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht le vingtisme Avril 1713.

signé,

HUXELLES. (L. S.) J. V. RANDWYCK.
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)

(L. S.) B. V. DUSSEN.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN
SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REE-
DE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. V. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIP-
HUYSSEN.

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs
& Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout notre pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincère, & solide, & qu'il y a lieu d'espérer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht, pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien-tôt un heureux succès, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour faire cesser au plutôt la désolation de tant de Provinces, & arrêter l'effusion du sang Chrétien: Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité

Aaa-2

ANNO

1713: